53e ANNÉE (6e SÉRIE) N° 42 29 OCTOBRE 1936

L'AMI DU CLERGÉ

Paraît à Langres tous les jeudis

Mgr F. PERRIOT
Protonotaire apostolique *ad instar participantium*
FONDATEUR

Mgr A. ROZIER
Protonotaire apostolique *ad instar participantium*
Docteur en Théologie, Chanoine titulaire de Langres
DIRECTEUR

Causerie de l'AMI sur les "Revues"

SOMMAIRE

I. La guerre civile en Espagne. — Son caractère. — Ses sources historiques, géographiques, philosophiques. — Les divers éléments de la lutte contre le marxisme. — Psychologie des « nationaux ». — II. En France. — Le complot communiste des 11 et 12 juin dernier. — Plans de combat des Soviets. — Utilisation du Front popu'aire. — Méthodes nouvelles de grèves. — Pourquoi le communisme n'a pas pris le pouvoir. — Propagande par le film. — Carence de la justice, du gouvernement et de l'opinion. — III. Politique religieuse et sociale du président Cardenas au Mexique. — Y a-t-il persécution religieuse dans ce pays ?

I

Depuis trois mois, les événements d'Espagne remplissent d'angoisse et d'horreur tous les cœurs qui gardent un peu de sensibilité et d'esprit chrétien. Le drame qui se déroule au-delà des Pyrénées apparaît à beaucoup comme une image des périls qui menacent la civilisation universelle. La grande « *discessio* » dont parle S. Paul dans la seconde épître aux Thessaloniciens sera sans doute quelque chose de ce genre. Dans un même pays, les hommes ne se comprennent plus, ne s'entendent plus, ne veulent plus avoir rien de commun. Il ne s'agit plus même d'une guerre de religion, mais d'une guerre pour ou contre toute religion, pour ou contre Dieu même.

Pour nous faire comprendre ce qui se passe là-bas, les Revues font appel à l'histoire. Elles remarquent aussi que l'histoire tient de très près à la géographie.

« Si l'on veut comprendre le caractère de cette lutte, écrit M. René Pinon (*Revue des Deux Mondes,* 15 août), il ne suffit pas d'y voir aux prises deux « mystiques » adverses, il faut encore se rappeler que l'unité espagnole n'a jamais été cimentée par l'adhésion sans réserve de toutes les provinces. La géographie de la péninsule, sa climatologie, son histoire, expliquent l'irréductible particularisme de certaines régions. Madrid et Barcelone sont séparées par un Sahara, au milieu duquel Saragosse est une oasis et l'Ebre un chemin. Entre Madrid et la Navarre s'étend le désert de la Vieille Castille. Entre Madrid et l'Andalousie, les hauts plateaux stériles de la Manche. La monarchie avait créé entre les provinces un lien historique et traditionnel (et encore la Navarre est-elle toujours restée, au fond du cœur, carliste). Il a manqué à l'Espagne ce que la France a eu avec excès : l'aiguillon du péril extérieur. Le particularisme des provinces reparaît dès que s'affaiblit le pouvoir central ou dès qu'il se renforce au point de vouloir « synchroniser », au profit du centre artificiel qu'est Madrid, les anciens Etats historiques de la périphérie. La Navarre n'a besoin que d'un prétexte pour se lever contre la Castille. La Catalogne ne parle pas espagnol et se refuse à travailler pour entretenir des fonctionnaires venus de Madrid. Dans les luttes actuelles, les aspirations particularistes provinciales s'associent et se mêlent aux passions politiques et aux haines sociales pour former, avec le tempérament espagnol toujours violent, héroïque, démesuré et sanguinaire, le plus terrible mélange explosif. Ajoutez un élément qui a presque disparu du reste de l'Europe : les anarchistes, qui, libertaires absolus, détestent les communistes, mais ne se laissent pas distancer par eux lorsqu'il s'agit de détruire et de tuer. La presse leur attribue la plus lourde responsabilité dans les massacres horribles et les abominables actes de vandalisme de Barcelone. On en peut douter, car l'incendie des églises est bien dans la manière et dans la doctrine des marxistes dirigés par Moscou. Dans la capitale de la Catalogne, toutes les églises, à l'exception de la cathédrale convertie en dépôt d'armes, ont été détruites avec les chefs d'œuvre de peinture et de sculpture qu'elles renfermaient... C'est le patrimoine artistique et spirituel de la communauté des humains qui subit une cruelle diminution. Et rien ne montre mieux l'acharnement féroce de la lutte et le degré de bestialité où sont descendus ces furieux... Quelle que soit l'issue de la lutte implacable engagée en Espagne, elle laissera derrière elle non seulement d'irréparables destructions, mais d'atroces rancunes qui compromettent pour de longues années la stabilité politique et la prospérité économique du pays. On se demande si, pour arrêter cette sorte d'ivresse du sang et de sadisme destructeur, ce n'est pas à une solution fédéraliste qu'il faudrait aboutir. »

Ces réflexions sont fort justes. Mais nous devons encore aller au delà. Un penseur allemand, Ludwig Freund, exilé en Amérique, a fait remarquer, dans un livre récent, que l'évolution européenne, dans les temps modernes, s'explique, en grande partie, par les conditions dans le quelles le christianisme y a été introduit et s'y est développé. La religion du Christ n'a pas trouvé en Europe un terrain homogène, pour ainsi dire. Sans doute l'Empire romain avait unifié les régions méditerranéennes ; mais Rome avait laissé à chaque peuple sa religion et ses coutumes ancestrales. D'autre part, Rome était loin d'avoir étendu sa domination à l'Europe actuelle tout entière. Les nations qui composent cette Europe sont entrées à des époques différentes dans la famille

chrétienne. L'Evangile a pénétré plus ou moins profondément dans les âmes, en se superposant aux divers paganismes antérieurs. L'Europe a conservé, sous le vernis évangélique, un fonds latent de paganisme, représentant les variétés de la brute humaine avec des instincts, des tendances et des passions que le christianisme n'a pu que refréner sans les détruire. Ce que les historiens superficiels ont mis au compte de l'Eglise, au cours des siècles soi-disant chrétiens, ne fut le plus souvent que le fait des survivances païennes : superstitions, divisions, hérésies, excès de toute nature. Mais aujourd'hui, sous l'effort combiné de l'industrialisme, de la frénésie de jouissances dont il a été l'instigateur et le pourvoyeur, de l'orgueil qu'il a donné aux hommes, au nom de la science, la grande poussée vers l'infini que le christianisme avait engendrée s'est arrêtée. Les nations ont renié l'Evangile comme telles. Le christianisme a disparu officiellement des lois, parce qu'il avait disparu des mœurs, prises dans leur ensemble. Ce sont les vieux paganismes qui reparaissent. Chaque nation se retrouve, avec les différences des temps et sous le revêtement des inventions modernes, ce qu'elle était avant sa conversion à l'Evangile. Les Gaulois pérorent et se chamaillent. Les Scythes pratiquent l'esclavage et le communisme. Les Teutons caressent de grands rêves de conquêtes. L'Italie se sent née pour l'impérialisme. Les Espagnols se divisent et se dévorent. L'avenir du monde demeure suspendu à ce problème poignant : Jésus sera-t-il renié par les siens ? La cité de Dieu sera-t-elle vaincue par la cité de Satan ? Ou bien la grande « *discessio* » va-t-elle s'étendre, se développer, s'aggraver, jusqu'à l'écroulement de toute civilisation, jusqu'à la victoire du « fils de perdition », de l'Antéchrist, qui doit faire la guerre à tout ce qui rappelle le nom de Dieu et se faire adorer lui-même dans le temple de Dieu ?

Ceux que l'on nomme, en langage officiel, « les rebelles espagnols » se rendent parfaitement compte de la gravité de la lutte. Ils se donnent comme les défenseurs de la civilisation universelle, les champions de l'ordre contre la barbarie.

Un reporter qui n'est point suspect d'un excès de sympathie pour eux, Bertrand de Jouvenel, les a étudiés de près, au cours des premières semaines de la guerre civile. Il a publié ses notes dans la *Revue de Paris* du 15 août, sous ce titre : *Avec les Rebelles espagnols*. De ses réflexions, nous retiendrons surtout le paragraphe intitulé : « Les Quatre éléments de la rébellion. »

Ces quatre éléments sont les suivants : 1° « les volontaires carlistes, *requetes,* coiffés du béret rouge ; — 2° les volontaires fascistes de la *Phalange,* vêtus de la chemise bleue et arborant le brassard noir et rouge ; — 3° les soldats ; — enfin 4° des civils portant le brassard à mince croix rouge de la C. E. D. A., parti de Gil Robles. »

M. de Jouvenel s'est fait expliquer longuement ces distinctions et nous le laisserons parler :

« Je crois, dit-il, ne pas faire injure aux *Roblistes*, en disant que, pour eux, la rébellion est bien ce que j'avais d'abord imaginé : un moyen violent et radical de se débarrasser d'ennemis politiques dangereux, pour revenir à une République conservatrice, dans laquelle la propriété sera sacrée et l'ordre social arrêté le plus longtemps possible dans sa forme actuelle [1].

A la vérité, je n'ai point trouvé dans les camps de grand enthousiasme pour M. Robles et il m'a paru qu'on le regardait comme un habile avocat de la cause conservatrice dans le régime parlementaire, dont l'utilité disparaîtrait avec ce régime lui-même.

Les trois autres éléments de la rébellion sont autrement intéressants [2]. »

M. de Jouvenel a été, pendant plusieurs jours, le compagnon presque intime d'un officier. Il a admiré son sang-froid, son autorité sur les hommes, son mépris du danger. Il a été, par contre, horrifié de voir le même homme procéder, partout où il passait, à des exécutions sommaires et impitoyables [3].

« Comme je lui en demandai l'explication, il me dit : « Vous vous imaginez qu'il y a une autorité nationaliste qui lutte contre une autorité socialiste. En ce cas, d'un côté et de l'autre, il y aurait des belligérants respectables. Mais il n'y a pas d'autorité de l'autre côte. Il y a des hommes pour qui le gouvernement consiste uniquement à permettre toutes les violations de la loi, dont la présence au pouvoir couvre le développement de cent foyers locaux d'anarchie. Il est navrant d'avoir à exécuter, dans chaque village, des hommes qui, normalement, eussent été bridés par la police et à qui le relâchement de l'autorité a permis d'imposer leur règne arbitraire. Vous ne savez pas, chez vous, ce qu'est la tyrannie locale d'hommes avoués et assurés de l'impunité. L'indiscipline sociale, voilà l'ennemi contre lequel le corps des officiers s'est insurgé. »

Restent les carlistes et les fascistes, « bérets rouges et chemises bleues. » Ce sont eux qui renforcent l'armée régulière, au moyen de milices volontaires. En Navarre, les carlistes sont les plus nombreux. Dans les autres provinces, les fascistes l'emportent.

L'organisateur de ce dernier groupe, qui se nomme « la Phalange, » est José Antonio Primo de Rivera, fils du dictateur. Son but est de lutter contre le marxisme. Il veut, par suite, instituer en Espagne un régime d'autorité, car il estime

[1] On remarquera que M. de Jouvenel, dans cette analyse sommaire du *Roblisme,* ne tient aucun compte des éléments proprement religieux qui animent le parti du grand leader catholique.

[2] C'est toujours M. de Jouvenel qui parle ainsi. Nous lui laissons l'entière responsabilité de ses appréciations. Il est naturel que, dans ce déchaînement de violences, un catholique tel que Gil Robles demeure quelque peu à l'écart et soit tenu, par le fait même, pour *un tiède*. Quand Jésus a dit du royaume des cieux : « *Violenti rapiunt illud,* » il ne parlait pas de la violence des armes.

[3] La façon de procéder est partout la même. Quand la troupe arrive aux abords d'un village, elle envoie une sommation aux habitants d'avoir à livrer leurs armes. En cas de refus, le village est canonné. Les habitants se hâtent d'arborer aux fenêtres des linges blancs. Les armes sont livrées. Une courte enquête fait connaître ceux qui s'en sont servis, et ils sont fusillés séance tenante, comme « rebelles. »

que la démocratie tend d'elle-même au communisme.

Il existe une affinité naturelle entre le fascisme et le carlisme. On sait que le carlisme naquit à la suite de la décision prise par Ferdinand VII de laisser la couronne non point à son frère don Carlos, mais à sa fille Isabelle. A la mort de Ferdinand VII, en 1833, les carlistes se soulevèrent, mais ils furent vaincus. Le carlisme s'est perpétué depuis lors, surtout en Navarre. Il n'a plus de candidat particulier au trône, mais il survit comme culte de la tradition monarchiste et catholique du pays. Le carlisme est une forme locale du traditionalisme et du conservatisme.

Les carlistes sont des nationalistes *dans le sang ;* les *fascistes* sont des nationalistes de raisonnement et de politique. Le carliste parle moins de rénover la tradition nationale que le fasciste, parce qu'il ne voit rien en dehors d'elle ; il la porte dans sa personne, dans son cœur, dans son esprit, dans tout son être. Le fasciste rattache son nationalisme à l'admiration qu'il éprouve pour d'autres nations qui ont su vaincre le marxisme par un appel à leurs passés respectifs. La doctrine carliste est une plante naturelle, la doctrine fasciste est une plante cultivée et parfois une plante de serre chaude.

« Dans l'une et l'autre milice, les hommes sont mêlés sans qu'on ait égard aux rangs sociaux. Dans les camions qui emportent les volontaires vers le front, le Grand d'Espagne est cahoté avec le paysan, et, après cinq jours de campagne, les barbes longues et les habits déchirés et poussiéreux à un point qui n'est atteint nulle part ailleurs qu'en Espagne, rendent impossible de distinguer entre millionnaires et miséreux. »

Ce qu'il importe de remarquer, c'est que, contrairement aux prétentions du matérialisme historique et aux ambitions des démagogues, *les raisons économiques* ne jouent à peu près aucun rôle dans le groupement des forces adverses en Espagne. Ce sont les tempéraments, les hérédités anciennes qui semblent exercer l'influence prépondérante. On ne se bat pas pour « le pain, la paix, la liberté, » mais bien pour ou contre Dieu.

C'est Bertrand de Jouvenel qui le note lui-même, quoique en termes moins explicites :

« En Espagne, écrit il, l'économique ne joue aucun rôle. Pourquoi donc les villages, construits en pierres irrégulières que liait jadis une boue maintenant séchée par le soleil et chassée par le vent, ont-ils donné tous leurs jeunes gens à la cause rebelle ? La pauvreté ici est telle qu'on ne peut l'imaginer en France. Le pain et l'ail forment la nourriture. L'huile et l'eau sont des denrées précieuses. Les fenêtres sont inconnues. Les hommes vivent comme des sauvages. Mais dans ce dénuement, le plus misérable d'entre eux montre une dignité que nous pouvons lui envier. Les villages prennent parti pour le gouvernement de Madrid ou contre lui, indépendamment de ce que « les gauches ont fait pour eux, » formule qui les fait rire. Ils se font tuer avec tranquillité pour le drapeau rouge ou pour le drapeau monarchiste, selon qu'un homme de l'un ou l'autre camp a su leur inspirer des sentiments d'estime affectueuse qui rappellent l'antique « allégeance » féodale. Ils jugent des causes d'après les hommes. Dans un pays qui a la passion de la dignité humaine, le soulèvement carliste et fasciste est une sorte de clameur pour des chefs dignes de ce nom. Un compagnon que je pressais de questions sur le programme des rebelles, à qui je demandais : « Mais enfin, que voulez-vous ? » répondit par ce cri : « Nous voulons le Cid ! » — Je souris : « Et vous avez Juan March [1] pour commanditaire ! » — « Le Cid, pour faire campagne, fit un emprunt à deux juifs de Burgos, leur laissant en gage deux coffres qu'il dit remplis d'or et qui étaient pleins de sable. »

La réponse était piquante. Je demandai encore : « Votre nouveau régime allégera t-il les misères du peuple ? » — « Certes. Mais aussi l'une de ses pires misères, ne l'oubliez pas, c'est de ne pouvoir aimer ses chefs... »

Et M. de Jouvenel conclut par ces lignes curieuses : « L'évolution historique dont on croyait pouvoir, il y a dix ans, prédire les étapes futures avec une certaine précision, a brusquement changé de direction. Inflexion, rebroussement, échappée qui déconcerte les sociologues. Aux chefs d'Etat à qui l'on ne demandait depuis plus d'un siècle que d'être de bons intendants, on demande tout à coup d'être des figures resplendissantes en qui l'homme de la rue puisse incarner sa volonté de puissance refoulée par la vie sociale... La Révolution espagnole manifeste de façon dramatique que l'Occident évolue vers de nouvelles formes sociales. »

Puissions-nous en effet passer du règne de la phrase à celui de la dignité et de la vertu !

II

Les vœux que nous faisons à ce sujet ne sont pas purement inspirés par notre charité chrétienne vis-à-vis de l'Espagne crucifiée. C'est de nous, hélas ! qu'il s'agit en ce drame. C'est notre avenir qui est en cause, c'est le sort de la France, le sort de notre foi, celui de nos espérances les plus sacrées qui est mis en question.

Tous les documents que nous possédons attestent que la tragédie espagnole est un épisode de la grande lutte pour ou contre Dieu, pour ou contre cette religion de la terre, opposée à la religion du ciel, que l'on nomme le communisme. Si les communistes de France affectent une attitude conciliante à l'égard du catholicisme, si leurs chefs nous tendent la main, avec des paroles d'appel et presque de sympathie, nous ne pouvons pas oublier que les thèses qu'ils soutiennent sont les plus directement contradictoires que l'on puisse imaginer à l'Evangile de Jésus-Christ, puisqu'elles sont centrées uniquement sur la vie terrestre et nient jusqu'à la possibilité de la vie future, de l'immortalité de l'âme, des jugements divins, du ciel et de l'enfer.

[1] Important financier espagnol, dont l'intervention présumée a fait croire au caractère un peu sordide de la « rébellion. »

L'acharnement déployé en Espagne par les communistes et leurs alliés, contre les prêtres, les religieux et religieuses, et contre tout ce qui rappelle la foi chrétienne, jusqu'aux pierres des églises, nous est un signe de ce qui se produirait fatalement en France, si le communisme y triomphait.

Or, cette éventualité, — on n'y songe pas sans horreur, — a bien failli se produire en juin dernier. La *Revue de Paris* (15 août) publie, à ce sujet, des documents que l'on aurait peine à admettre si la signature de leur éditeur, la gravité habituelle du recueil qui les a réunis, et surtout les vraisemblances provenant de tout ce que nous savons de la politique tortueuse et cynique de Moscou, ne nous induisait à leur accorder la plus grande dose de crédibilité. Il va sans dire, pourtant, que nous laissons à ladite Revue et au signataire des pièces en question toute leur responsabilité.

Sous ce titre : *Le Complot soviétique contre la Patrie française,* 11-12 juin 1936 et ?... 1936, M. Jacques Bardoux, de l'Institut, donne les informations que l'on va voir :

« Un complot est tramé, écrit il, qui, s'il aboutit, assure l'instauration de la dictature rouge et ouvre nos frontières à l'invasion allemande. J'ai le devoir de le révéler. Presque tous les faits que je citerai sont connus et de la Justice et du Gouvernement. »

Ce dernier mot n'est-il pas terrible ? Il n'y a donc plus de Justice, plus de Gouvernement en France, puisque le pays est livré aux entreprises les plus affolantes, les plus criminelles ?...

Pour comprendre de quoi il s'agit, remontons un peu en arrière :

« En juillet 1920, furent adoptés les statuts de l'Internationale communiste, qui porte aussi le nom de IIIe Internationale ou de Komintern et dont le siège est à Moscou. Ces statuts établissent, sur les partis nationaux, simples sections d'un parti mondial, le contrôle autoritaire d'une centralisation dictatoriale.

« *Article 1 :* L'Internationale communiste est l'organisation des Partis communistes des différents pays en un Parti communiste mondial.

« *Article 14 :* Toute décision prise dans les Congrès des Partis locaux, ainsi que celles des Comités centraux, peuvent être annulées et modifiées par le Comité exécutif.

« *Article 15 :* Les décisions du Comité exécutif sont obligatoires pour toutes les sections et doivent être immédiatement appliquées par celles-ci. »

Ce Comité exécutif, ainsi investi de la plus effroyable dictature, est élu par le Congrès mondial. Les communistes français y possèdent trois représentants. Les affaires courantes y sont expédiées par un Bureau ou *Præsidium* et par le Secrétariat général [1].

[1] Notons que deux communistes français, Lepetit et Lefèvre, pour avoir désapprouvé cette centralisation sans contrôle, furent confiés au créateur de la Tchéka, le camarade Dzerjinski, et disparurent sans laisser de traces, dans la Mer Blanche.

Le Komintern a, en Europe, cinq Bureaux permanents : Paris, Bâle, Prague, Amsterdam et Copenhague. Chaque Bureau comprend cinq services : finances, édition et propagande, service secret, organisation et contrôle, courrier.

Au-dessous de chaque Bureau se trouvent les Comités de régions, les Comités de rayons et, au bas de l'échelle, les Cellules d'entreprises. Des agents spécialement dressés et mandatés assurent les liaisons d'un degré à un autre. Les Bureaux permanents sont reliés à Moscou par des émissaires.

Le Bureau de Paris contrôle les Partis communistes de France, Belgique, Italie, Portugal et Suisse. Il comprend 11 membres : Thorez, Marty, Cachin, Ercoli, Carlandi, Diaz, la fameuse Dolores surnommée *Passionaria,* Van Extercken Jacquemotte [1], Keyros et Paneti. Le service financier est confié à l'italien Ercoli, assisté d'un allemand, établi éditeur à Montparnasse. Thorez est le chef du service d'édition et de propagande et il a pour adjoint un certain Kreydt, qui a succédé à l'espion Eberlein. Marty dirige le « service secret », et le service d'organisation et de contrôle est entre les mains du belge Jacquemotte, tandis que le service du courrier, dirigé par Weisskop, utilise la valise diplomatique.

Au cours du VIIe Congrès mondial, tenu à Moscou en juillet 1935, une adresse fut remise à Staline par les communistes français, Thorez, Cachin, Gitton, Semard, Monmousseau, Marty, Duclos, etc. On y lisait ces lignes :

« Nous allons toujours suivre des ordres, qui sont les ordres du chef génial des masses prolétariennes. Nous jurons de placer au premier plan les intérêts de la Révolution du Front unique et aussi la lutte contre l'impérialisme dans les Colonies et dans les pays de protectorat. Au moment décisif des révolutions, nous sommes sûrs de la Victoire, puisque nous avons derrière nous l'Internationale communiste. C'est le parti mondial de tous les communistes, auquel nous jurons obéissance absolue. En avant sous la bannière de Lénine et de Staline ! »

Il faut remonter aux légendaires histoires du Vieux de la Montagne pour retrouver pareil fanatisme, pareille soumission aveugle aux décisions d'un homme !

Au cours du même Congrès de 1935, le plan du mouvement à déclancher fut dressé par l'allemand Pieck. Tout ce qui s'est produit en France depuis lors, était indiqué dans ce plan, absolument comme toute l'action politique de la République maçonnique, de 1879 à 1935, se trouvait préformée dans les Loges. La franc-maçonnerie elle-même est débordée par le mouvement qu'elle a si longtemps dirigé !

« La révolte armée, disait le plan, doit être conçue comme une action commune de l'ensemble de la classe ouvrière. Nous ne pouvons l'organi-

[1] Ce député belge est mort subitement à Liège, le 11 octobre, après une manifestation communiste sacrilège.

ser actuellement qu'*à travers un gouvernement de Front populaire* [1].

Pour atteindre l'unité d'action, la classe ouvrière passera par une série de mouvements de grèves. Celles ci doivent être dirigées par les noyaux révolutionnaires, dans les Syndicats ouvriers. Il faudra... employer des méthodes nouvelles, qui détruisent le fétichisme de la propriété capitaliste ; constituer des Comités d'usines et d'entreprises, qui préparent la grève insurrectionnelle, première partie de la révolte armée. Le but à atteindre est le renversement du régime bourgeois et l'installation du Pouvoir soviétique. »

Le Congrès avait approuvé ce plan. Le 23 août 1935, un des grands dignitaires du Komintern, Dimitrov, rédigeait pour le Bureau de Paris des instructions détaillées, en conformité avec ce plan. Rien de plus frappant que cette pièce, que tous les Français devraient connaître, pour comprendre ce qui se passe sous leurs yeux :

« 1° Obtenir l'établissement du Front unique, non seulement dans le domaine politique, mais aussi dans le domaine économique, pour organiser la lutte contre l'offensive du Capital ; briser par son élan la résistance opposée au Front unique par les chefs de la Confédération générale du Travail réformiste ;

2° Obtenir la réalisation de l'unité syndicale en France : syndicats uniques sur la base de la lutte des classes ;

3° Entraîner dans le mouvement antifasciste de larges masses paysannes, les masses de la petite bourgeoisie, en réservant à leurs revendications quotidiennes une place spéciale dans le programme du Front populaire antifasciste ;

4° Consolider au point de vue organisation et élargir encore le mouvement antifasciste déjà déployé, par la création en masse d'organismes électifs sans parti du Front populaire antifasciste, plus larges que les partis et organisations de travailleurs existant actuellement en France ;

5° Exercer une pression pour obtenir la dissolution et le désarmement des organisations fascistes, en tant qu'organisations de conspirateurs contre la République et d'agents de Hitler en France ;

6° Faire en sorte que l'appareil d'Etat, l'armée, la police, soient épurés des conspirateurs préparant le coup d'Etat fasciste ;

7° *Développer la lutte contre les dirigeants des cliques réactionnaires de l'Eglise catholique, un des principaux remparts du fascisme français* [2]. »

Dès lors, la suite des faits devient claire. Le parti communiste a fait alliance avec le parti socialiste et les autres partis de gauche, y compris le parti radical-socialiste, qui a joué le rôle de dupe avec une inconscience stupéfiante. Le Front populaire est formé. Le ciment en est la lutte antifasciste. Le corps électoral, travaillé par une propagande infernale, suit sa pente ordinaire, qui, depuis la création de l'école laïque, le porte vers la gauche. Le parti communiste sort de la campagne avec 72 élus. Le succès est tellement éclatant que l'on décide de passer à l'action. Une sorte d'interrègne d'un mois, — entre les élections et le ministère Blum, — favorise étonnamment l'entreprise de destruction projetée. Le moment semble venu de déclancher la Révolution. On décide d'y faire participer même les éléments trotzkystes, au-delà de la III^e Internationale. Nicolas Boukharine, naguère exclu du Komintern, en raison de ses sympathies persistantes pour Trotzky, est chargé de rallier les extrémistes, en attendant que l'intérêt de Staline soit de faire condamner et fusiller seize trotzkystes de marque, trompés par lui. La fusion de la C. G. T. avec la C. G. T U. devait d'autre part neutraliser Jouhaux et ses amis. Il est certain que les grèves ont été lancées, à la fin de mai, à l'insu du grand chef de la C. G. T. Les cellules communistes d'entreprises furent alertées. Le déclanchement de la grève fut fixé au mardi 26 mai, à 9 heures du matin, dans les établissements Nieuport, à Issy-les-Moulineaux.

Le 25 mai, le Comité central du Parti communiste se réunissait, dans le plus grand secret, à l'Hôtel de Ville d'Ivry. Là, le Comité d'organisation et d'action, présidé par Marty, assisté de Duclos, Semard, Dewez et Hénaff, donne les ordres. On décide d'adopter le système de la *grève sur le tas*. Cette formule nouvelle devait plaire aux ouvriers : elle coupait court à toute résistance des « jaunes ». Elle substituait à l'agitation de la rue, qui aurait alerté l'opinion publique, une sorte de passivité d'apparence non agressive pour l'ordre public. Elle mettait les patrons seuls en face de leurs ouvriers. Elle facilitait la domination tyrannique du Comité de grève sur tous les ouvriers sans exception. Et surtout : elle habituait « les ouvriers et le public à cette idée qu'usines et fabriques appartiennent aux travailleurs. »

Dans le même temps, trois hommes : Carrez, Rius et le polonais Lipski, assistés de cinq propagandistes ambulants, dont plusieurs Polonais, étaient chargés de l'agitation parmi les journaliers agricoles.

Nul observateur de sang-froid n'a pu méconnaître le caractère nettement révolutionnaire des grèves qui se sont succédé pendant trois semaines. Le gouvernement socialiste était débordé. La C. G. T. s'essouflait à suivre le mouvement, à avoir l'air de le diriger, pour pouvoir le calmer à son heure. La franc-maçonnerie s'émut et confia au Vén.·. Bienvenu-Martin la mission d'intervenir auprès du ministre de l'Intérieur Salengro. Mais il n'est pas un Français qui n'ait senti que le mouvement était dirigé de haut et que le gouvernement était impuissant.

Pourtant, il fallait sortir de la simple grève,

[1] Il est à noter que cette idée de coopération du communisme avec les partis de gauche avait été suggérée par Jacques Doriot, député communiste de St Denis, et que Jacques Doriot fut expulsé du parti pour son obstination à soutenir ce plan. On a repris son idée, mais on a maintenu l'exclusion contre lui. — On sait qu'il est devenu l'un des plus redoutables adversaires du communisme en France.

[2] Ces lignes nous paraissent contenir la véritable pensée du Komintern à l'égard du catholicisme. Il y perce, auprès de la haine, une sorte de grossier mépris. Il est clair que ces messieurs regardent avec pitié des hommes qui, au lieu de se ravaler au niveau de la brute, osent songer à l'éternel ! Il est probable que Thorez aura fait valoir que les « catholiques » sont tellement naïfs qu'il était inutile de les attaquer de front et qu'un peu de chloroforme suffirait !

passer sur le plan politique, mettre la main sur les leviers de commande, proclamer la dictature des Soviets. Thorez se croyait à la veille de la victoire tant désirée. Au meeting du Palais des Sports, le dimanche 7 juin, la violence de son langage fut inouïe. Léon Blum était présent, perdu comme toujours dans ses exégèses, sans décision et sans force. Thorez déclara, au milieu d'un enthousiasme indescriptible, que « le Parti communiste, qui soutenait loyalement l'actuel gouvernement, n'avait cependant rien de commun avec lui et qu'*avant peu il serait au pouvoir.* » — « *Je le dis bien, camarades, avant peu !* » — « Ce fut un trépignement, un enthousiasme, un débordement de cris de haine, dans cette masse de 30.000 personnes, écrit un témoin, comme nous n'en avons, pour notre part, jamais constaté dans une réunion publique. Les femmes pleuraient. Les hommes hurlaient. Les drapeaux rouges frémissaient. Chose étrange, Léon Blum se leva alors et serra longuement les mains de Thorez, tandis que retentissait l'*Internationale,* chantée par l'assistance debout. » Aucun journal ne relata ce fait.

Le mardi 9 juin, devant le succès grandissant, le Comité d'action du Parti communiste prit de nouvelles décisions. Des agitateurs spéciaux furent envoyés en province ; beaucoup de villages furent visités, notamment dans le Limousin et en Provence, par des propagandistes en automobile, qui prêchaient la religion bolchéviste. Jouhaux, qui continuait de « crâner », comme quelqu'un qui est le maître du mouvement revendicatif ouvrier, fut pris à partie par le communiste Racamond et dut fuir de la Bourse du Travail, où il voulait haranguer les garçons de restaurant en grève, devant des menaces précises.

La main-mise sur la C. G. T. paraissant assurée, Thorez et ses collègues envisagèrent la prise du pouvoir *pour le 11 juin au soir.* Ils croyaient être sûrs de la police, savamment « travaillée » depuis longtemps.

Le mercredi 10 juin, Léon Blum fut secrètement pressenti. Désemparé et déjà très inquiet, il donna l'impression que sa résistance serait de pure forme... La France était au bord de l'abîme.

La journée du 11 juin fut, au témoignage de tous ceux qui ont vu Paris et sa banlieue, une journée pré-révolutionnaire. L'atmosphère de la rue était insuitée : partout des attroupements spontanés, des figures patibulaires. Tout était prêt. La prise du pouvoir, fixée une première fois à 2 heures du matin, le vendredi 12, fut renvoyée à 5 heures. Pourtant, les communistes n'étaient pas sans inquiétude. Les Croix de Feu, avertis, avaient procédé à une mobilisation partielle et occupé des points stratégiques.

Mais voici qui fut plus grave. L'Espagne est un pays qui n'a pas de menaces sur ses frontières. La France a, nous ne dirons pas, dans l'espèce : son ange gardien, mais son démon : Hitler ! C'est probablement la crainte de ce démon qui nous a sauvés, le 11 juin. Un ingénieur français assistait, le 11 au matin, dans une ville rhénane, à la réunion d'un consortium franco-allemand. Ses collègues allemands l'accueillirent ironiquement par des poings tendus, en lui disant : — « Comment, vous n'êtes pas à Paris ? Mais la Révolution est pour ce soir, ou, au plus tard, pour demain matin, vendredi. Tout le monde le sait ici. On nous dit que Gœbbels a insisté auprès de Hitler pour que l'occasion soit saisie et pour que les troupes allemandes entrent aussitôt en France. Jusqu'ici, Hitler a refusé. » Il y eut pourtant des mouvements de troupes sur la frontière et notamment des déplacements importants d'avions. Notre ambassadeur, M. François Poncet, n'a cessé de donner des avertissements dans le même sens. Le complot communiste devait presque automatiquement déclencher la guerre de la part de l'Allemagne, encerclée par le bolchévisme.

Et voici comment le complot échoua.

Les Français vivaient dans l'anxiété sans doute, mais sans le moindre soupçon de la catastrophe imminente ! Des ministres furent alertés [1]. Bref, le gouvernement de Moscou fut humblement sollicité par celui de Paris. Il intervint auprès de Thorez. Mais la véritable raison de sa condescendance, bien faite pour nous faire rougir dans notre fierté nationale jusqu'à la racine des cheveux, c'est que Nicolas Schewernik, l'un de ses agents, directeur de l'Internationale des Syndicats rouges, avait envoyé des rapports défavorables. Il représentait que l'armée française demeure disciplinée, que la province était encore insuffisamment travaillée ; le Haut Commandement serait encore obéi et le monde paysan serait hostile.

Et docile, Thorez donna le contre-ordre. Mais il ne s'agit que d'un ajournement. La propagande a repris de plus belle. Pour avoir, le 11 juin, esquissé un geste de défense, les *Croix de Feu* ont été dissous, alors qu'on s'est bien gardé de toucher aux formations paramilitaires socialistes et communistes. Le travail de noyautage des administrations, surtout de la Justice et de l'Armée, se poursuit avec rage. Les fiches ont fait leur réapparition. Enfin, l'effort principal du Parti communiste porte sur la campagne. Ici les difficultés, fort heureusement, demeurent assez grandes. Les pays de grande culture sont rares. Les ouvriers agricoles gagnés au communisme ou accessibles à sa propagande ne sont pas encore très nombreux, sauf dans le nord de la France. Il reste un très grand nombre de petites et moyennes exploitations, où le communisme aura de la peine à mordre.

Il se sert ici surtout de la propagande par le cinéma. Toute une série de films révolutionnaires

[1] « Il semble bien, écrit M. Bardoux, que ce fut M. Lebas, le socialiste de Roubaix, qui sauva la situation, en menaçant de tout dévoiler et en avertissant la rue St-Dominique (ministère de la Guerre). Il fut, mollement d'ailleurs, appuyé par son collègue, M. Salengro. Blum joua l'innocence. »

ont été tournés en France dans ce but. La censure les a interdits ; mais ils sont projetés en réunion privée et le tour est joué. Leur action révolutionnaire est d'ordre sentimental. Ils provoquent un état d'exaspération contre les possesseurs du sol. Lors de la dernière grève, de nombreuses représentations en furent données dans les usines occupées. Leur effet était infaillible et ils déclanchaient régulièrement des explosions de haine.

Voici des exemples :

« Un patron béat n'hésite pas à jeter à la rue, comme un chien, un vieil ouvrier qui a 25 ans de services dans la maison, sous prétexte qu'il ne sait plus travailler. Le vieil ouvrier implore pitié : il n'a pas d'argent, il n'a jamais pu économiser, il a élevé une nombreuse famille. Le patron est impitoyable. Le vieil ouvrier s'en va, pleurant. Comme par hasard, un membre du Parti communiste a assisté à la scène : il réconforte le camarade congédié en lui assurant que le Parti, seul défenseur des malheureux, lui viendra en aide. Grâce au membre du Parti communiste, l'usine est alertée ; les contremaîtres sont paralysés de force ; l'usine est occupée ; le travail est arrêté.

Un paysan va être saisi, car il ne peut payer le loyer de sa ferme. Le capitalisme l'étrangle... La propriétaire, une marquise, descend d'une somptueuse voiture et lui demande, sèchement, s'il est enfin décidé à payer. Le malheureux fermier, respectueux, chapeau à la main, implore timidement un délai. « Inutile, dit la marquise. Je ne puis tout de même pas me priver à cause de vous et vous serez saisi ! » Elle remonte dans sa belle Hispano, dont la portière est tenue par un splendide valet de pied !

Mais le Parti communiste est là. Le fermier reçoit l'assurance de son appui. Le jour des enchères arrive. Les communistes sont présents. Ils menacent les bourgeois qui voudraient se rendre acquéreurs des biens saisis et le fermier peut, pour quelques francs seulement, les reprendre. Ému jusqu'aux larmes, le malheureux adhère séance tenante au Parti et toute l'assemblée paysanne entonne l'*Internationale* avec une religieuse ferveur. A ce moment, des visages de femmes apparaissent dans une sorte d'apothéose et murmurent comme une prière ces paroles, qui sont le *leit-motiv* de tout le film : « La République des Soviets rendra aux travailleurs leur honneur et leur droit, en les affranchissant de la honte du patronat. »

D'autres films opposeront la misère de l'enfance pauvre au gaspillage dont se rendent coupables les enfants riches, les profusions du gros financier qui donne un collier de 3 millions à une danseuse, tandis que des paysans peineront durant dix générations sans pouvoir jamais atteindre à une telle somme, etc., etc.

La philosophie sous-jacente est toujours la même, et c'est bien aussi celle du capitalisme incroyant : il n'y a pas d'âme, il n'y a pas d'autre vie que la vie terrestre ; l'argent, s'il ne fait pas le bonheur, en est pourtant un élément indispensable. Pourquoi tout aux uns et rien aux autres ? Le Paradis pour tous, c'est le communisme !

Et c'est pour enseigner ce catéchisme de l'abrutissement que le Parti dépense des sommes auprès desquelles le budget de la Propagation de la Foi est peu de chose, car, on le sait bien, ce n'est pas une petite affaire que de mettre sur pied des films de cette sorte :

« La moitié des frais, quand ce n'est pas la totalité, est assurée par les caisses de Moscou. La différence est fournie par la France, sous forme de figuration et de travail mal rétribué et d'argent largement distribué par des souscripteurs. Les noms de plusieurs, dit M. Bardoux, me sont connus. J'ajoute que le Parti communiste possède actuellement plusieurs salles en banlieue et à Paris, le Panthéon, Marivaux, notamment, et qu'il peut compter sur la collaboration d'artistes de valeur. Leur énumération serait douloureuse. »

Quelle sera la date de la prochaine agression ? Nous l'ignorons, naturellement [1] ! Il est clair que le communisme fixera son heure, quand il jugera la province assez désorganisée, les services assez noyautés, la fièvre des haines assez explosive.

« J'ignore la date exacte, conclut M. Bardoux, mais je connais l'occasion attendue : la faillite économique de l'expérience Front populaire. Les communistes, dociles aux ordres de Moscou, la rendent certaine. Ils n'empêchent pas seulement le jeu normal des lois républicaines et le rétablissement nécessaire de la paix professionnelle. Ils montent le mécanisme de la machine infernale, qui doit immanquablement faire sauter l'armature de la vie économique. Ils exigent, d'une part, le maintien rigide de la monnaie or et, de l'autre, la hausse rapide des prix [2]. Le choc des deux forces doit tout briser : telle la conflagration d'un explosif. Pour rendre inévitable la poussée des prix de revient et de vente, — dans un pays où leur niveau dépasse déjà celui des autres États industriels, — les agitateurs communistes font coïncider le relèvement des salaires, non pas avec un accroissement, mais avec une baisse du rendement. Les heures de travail sont réduites. Les primes à la production sont supprimées. L'agitation dans les ateliers est entretenue. En augmentant ainsi le coût de la production sur le marché national, — où il est déjà le plus cher, — le Parti communiste est assuré d'une triple action révolutionnaire. (1) Il accroîtra le chômage ouvrier. Devant la disparité des prix, les fabricants ne peuvent plus vendre à l'étranger. Or, comme le rappelaient hier les Conseillers du commerce extérieur, la France doit écouler au dehors 25 % de ses produits chimiques ; 30 % de sa production métallurgique ; 50 % de ses lainages ; 60 % de ses soieries. — (2) Le Parti communiste prolétarisera les classes moyennes. Les petites entreprises commerciales et industrielles, qui emploient 70 % de la main-d'œuvre nationale, sont financièrement incapables de faire face au prélèvement sur leurs trésoreries qu'exigent la hausse des salaires ouvriers et le renchérissement des matières premières, à l'heure même où les clientèles appauvries achètent moins. Seules subsisteront ces grosses entreprises qui, vivant des commandes de l'État, peuvent en accroître les factures, jusqu'au jour où leurs créances faciliteront une nationalisation partielle ou totale. — (3) Le Parti

[1] Pourtant la *Revue Hebdomadaire*, faisant allusion aux révélations qui précèdent, a pu donner un article de M. Gaétan Sanvoisin, dont le nom seul est aussi une garantie d'exactitude, dans lequel se posait l'angoissante question : *Aurons-nous des journées d'Octobre ?*

[2] On se souvient que nous avons souligné ce dilemme machiavélique posé par les communistes à leurs alliés, dans notre Causerie de juillet. Ils jouent à coup sûr ! Et ce qui dépasse toute imagination, c'est l'aveuglement des socialistes et des radicaux !

communiste exacerbera les haines sociales. Au moment où les travailleurs de l'usine, du commerce et des champs se croyaient, grâce aux rémunérations accrues, aux congés payés, aux quarante heures, aux fêtes prolétariennes, assurés du bonheur, voici que la hausse des prix annule l'augmentation des salaires et que la montée du chômage réduit la sécurité du lendemain. »

Ce sont là des conséquences en quelque sorte mathématiques. Tout cela se déroule comme un théorème tragique et implacable. Quand les promesses du Front populaire auront été cruellement démenties par les faits, quand l'ombre de la banqueroute pèsera sur nous, alors l'exaspération des masses qui n'auront rien compris, se portera contre le régime capitaliste lui-même, dont on n'aura cessé de leur dénoncer les méfaits. Les salariés trompés et déçus verront rouge. Et nous risquons alors d'avoir à la fois la guerre civile et la guerre étrangère. Ce sera la fin de la France et la fin de la civilisation !... A moins que Dieu ne nous sauve une fois de plus ! Nous sommes entre ses mains. Pour l'instant, il laisse agir les causes secondes. Il aura son heure. Dieu a toujours *son Heure* et il a toujours le dernier mot. C'est bien le cas de redire avec S. Paul : *Diligentibus Deum omnia cooperantur in Bonum !*

En terminant, M. Bardoux, formulant les accusations les plus graves, dénonce à l'opinion publique ce qu'il nomme de « multiples carences. » Nous ne sommes pas défendus, ce qui revient à dire que nous sommes trahis !

1° « *Carence de la Justice.* — Dans une note, dressée pour le Comité directeur de la Fédération républicaine et sociale du Massif central, notre collègue du Cantal, Me Edmond Bloch, avocat à la Cour d'Appel, Vice-Président de la Fédération nationale des Mutilés et Victimes de la guerre, a démontré que les articles 87 et 89 du Code pénal punissent « l'attentat » dont le but est de détruire ou de changer le Gouvernement, qu'il ait été ou non suivi d'un acte commis ou commencé. Le complot est, au regard de la Loi, une réalité, « dès que la résolution d'agir est concertée et arrêtée entre deux et plusieurs personnes. » Il est justiciable de la Haute-Cour ou de la Cour d'Assises. »

La première de ces deux procédures ne peut être déclanchée que par un décret ministériel. Mais la seconde le peut sur la simple initiative d'un Procureur de la République. La magistrature française ne compte donc pas un seul homme capable, s'il le faut, de sacrifier sa place pour sauver la patrie ! Serait-elle corrompue à ce point, par les mœurs électorales ?

2° *Carence de l'Exécutif.* — Des ministres ont connu le complot du 11-12 juin. Les faits essentiels ont du reste été portés à la tribune des deux Chambres, le mardi 30 juin. Aucune réaction de la part du Gouvernement ! Pas un réflexe de sentiment ! Pas un mouvement de conscience ! Pas même un calcul d'intérêt ! Ils ne voient pas, les malheureux, qu'ils seront les premières victimes de la catastrophe ! Ils ont oublié la manière dont les bolchévistes ont traité socialistes et libéraux à la manière de nos radicaux. Ils laissent le mal se poursuivre, la lèpre s'étendre, le dessaisissement de leur autorité dans les administrations s'opérer à grande allure, sans rien faire pour y parer, sans esquisser le moindre mouvement de défense. *Quos vult perdere Jupiter dementat !* Ce mot semble avoir été écrit pour eux. Déjà le mouvement ouvrier n'est plus entre leurs mains. Ce sont des organes étrangers non seulement au Gouvernement, mais au pays lui-même, qui conduisent la danse. Nous sommes en plein fascisme révolutionnaire.

3° *Carence de l'opinion.* — « Elle ignore les faits et n'en mesure pas la gravité. » Les journaux d'information ou taisent les faits ou les noient dans la masse des « faits-divers. » Du reste, la foule gavée de nouvelles de toute nature, grisée de littérature journalistique jusqu'à la nausée, finit par ne plus voir les plans des choses, par mettre toutes choses au même niveau. On devient fataliste. La société n'a plus la force de se défendre contre ses pires ennemis.

L'exemple de l'Espagne ne servira-t-il pas tout au moins à nous réveiller de cette étrange et fatale torpeur ? Accepterons-nous la mort de tout ce qui nous est cher ? Serons-nous les esclaves de Moscou ? Un dictateur lointain et mystérieux, appuyé sur une doctrine absurde et périmée, fera-t-il la loi au monde occidental ?

Voilà où nous a conduits le scientisme matérialiste, si vain, si superficiel, si prétentieux, si décevant, qui est à la base de toutes nos institutions, et tout particulièrement de notre système d'éducation nationale.

III

Nos lecteurs se souviennent assurément des impressions de voyage au Mexique que nous avions empruntées (cf. p. 429) à M. Ralph Adam Cram, d'après le journal américain *Commonweal* du 22 mai 1936, et aussi des corrections qui nous furent adressées par deux abonnés (cf. p. 479). Dans la Revue *America,* dirigée par les PP. Jésuites, le P. J. Castiello a critiqué, le 11 juillet, l'optimisme excessif de M. Cram. Et le P. J. Lecler a repris le même thème dans les *Etudes* du 5 août, sous ce titre : *Politique religieuse et sociale de M. Cardenas.*

L'analyse de cet article très bien informé achèvera de mettre au point la discussion que nous venons de rappeler.

Cardenas a remplacé l'ex-président Calles de sinistre mémoire, à la fin de 1934. Six mois plus tard, il entrait en conflit aigu avec son prédécesseur. Calles avait, il est vrai, quitté la présidence en 1928, mais il était resté le véritable dictateur du Mexique. Cette fois, il trouva en face de lui un homme jeune, autoritaire, résolu à s'affranchir de toute tutelle et à ne pas se laisser « démis-

sionner » sans façon, comme le président Ortiz Rubio. Mais il ne s'agissait pas là d'une simple lutte de personnes. Calles représentait, sous des idées avancées, un capitalisme intransigeant (et pour cause). Cardenas favorisait les doctrines communistes. Il se montrait courtois à l'égard du dictateur, mais poursuivait sa politique propre. Le 11 juin, Calles, en présence d'une députation du Congrès, parla avec amertume de la fréquence des grèves, de l'agitation ouvrière, de l'œuvre de division qui se poursuivait dans le parti national-révolutionnaire. Cardenas, se sentant visé, répondit froidement qu'il était le chef. Quelques jours plus tard, il remaniait son cabinet, en chassait le fils et les amis de Calles. La bataille était engagée. Calles n'insista pas et chercha un refuge aux Etats-Unis.

Il se produisit alors quelque chose de comparable au mouvement d'opinion qui suivit, en France, la chute de Robespierre. Les thermidoriens étaient pourtant aussi des terroristes et des anticléricaux enragés ; mais leur victoire apparut à tous comme la chute d'un système, ils furent prisonniers de cette conviction du public.

Le 16 juin 1935, les catholiques mexicains organisaient dans la capitale une imposante manifestation contre les lois antireligieuses. On entendit monter de leurs rangs pressés les cris de « A bas Calles ! Vive Cardenas ! » Leurs espérances parurent confirmées par l'exclusion du ministère du féroce persécuteur Garrido Canabal, gouverneur de Tabasco, qui perdait aussi son gouvernement, et était remplacé par le général Cedillo, gouverneur de San Luis Potosi, l'un des rares Etats du Mexique où subsiste une liberté relative pour le clergé. M. Cardenas fit, du reste, des déclarations contre l'esprit de fanatisme et de faction qui donnèrent l'impression d'un apaisement.

Malheureusement, cette impression ne fut pas suivie d'effet. Dès le mois de novembre, le Délégué apostolique, Mgr Ruiz y Flores, pouvait dire, non sans tristesse : « Je pense que le Président vient de perdre une belle occasion de rétablir la paix au Mexique. »

Sans doute, Calles a bien été vaincu. Revenu au Mexique, le 13 décembre, il a été contraint d'en repartir, le 10 avril 1936. En partant par la voie des airs, il exprimait sa rancœur dans les lignes suivantes :

« Après avoir vécu 58 ans dans le pays, en m'efforçant toujours de défendre ses intérêts, tels que je les conçois, ç'a été pour moi un coup terrible de devoir quitter mes terres, ma famille et mes amis, immédiatement et cette fois pour toujours. Cela ne me surprend pas néanmoins. Rien ne peut me surprendre dans les événements présents du Mexique, tant que subsistent les conditions actuelles de désordre et d'anarchie. Toute personne sensée sait que les charges sur lesquelles le gouvernement base mon expulsion [1] et celles de MM. Leon, Morones et Ortega sont injustifiées. Cela ne mérite pas même de contestation... La raison pour laquelle on m'oblige à vivre en territoire étranger, elle est à chercher dans mon opposition et celle de mes amis au développement du communisme au Mexique. Je me suis opposé au communisme, je l'admets, mais toujours dans les limites de la loi. »

C'est donc par des éléments plus révolutionnaires que lui-même que Calles a été évincé. Il ne pourra pas dire qu'il a été victime de la « réaction. » Pourtant, Cardenas a bien fait remarquer que sa politique prenait une autre direction. Dans un discours adressé, le 6 mars 1936, aux maîtres socialistes de Guadalajara, il disait : « Le gouvernement actuel ne tombera pas dans l'erreur des administrations précédentes, qui considéraient le problème religieux comme l'un des principaux et lui subordonnaient les autres aspects du programme révolutionnaire. »

En d'autres termes, le capitaliste Calles faisait du « combisme » à outrance, pour donner le change aux appétits communistes. Il jetait le clergé en pâture aux masses. « Prenant prétexte, dit le P. Lecler, des fautes indéniables et des richesses excessives du clergé, au XIXe siècle, le dictateur entreprit d'annihiler l'organisme ecclésiastique, avec la rage d'un homme qui ne souffre aucune limite à sa domination. On connaît la suite : les années sanglantes de 1926 à 1928, la fausse paix *(arreglo)* de 1929, qui ne fut qu'une duperie, la reprise progressive et implacable de la persécution. »

Par ailleurs, Calles entreprenait des constructions de routes, poursuivait le développement de l'irrigation, concédait des terres aux travailleurs agricoles. Mais il ne s'oubliait point. Ses amis et lui s'enrichissaient formidablement. « Ses richesses et son train de vie, déclarait, en décembre 1934, le manifeste de la Fédération des étudiants mexicains, constituent la plus cynique et la plus énorme négation du socialisme et de la révolution. » Les dépouilles de l'Eglise engraissèrent les maîtres du pouvoir, comme au temps d'Henri VIII, en Angleterre, la clique des néo-millionnaires, dans la *gentry*.

Si les charges ecclésiastiques ont enrichi autrefois, ce sont aujourd'hui les dignités marxistes qui ont pris leur place, et avec un appétit singulièrement aiguisé.

« Homme intègre et sans faste, le nouveau président n'a pas encore cédé, comme ses prédécesseurs, à la tentation des richesses ; par contre, il entend réaliser avec plus de hardiesse la révolution sociale. Sorti du peuple, de culture médiocre, il a gagné sans peine la sympathie des milieux ouvriers. Bien qu'il s'en défende, — il faut bien ménager les Etats-Unis et les hommes d'affaires américains, — c'est vers une dictature de type communiste que semblent se diriger ses préférences. »

Calles avait donné sa confiance à Luis Morones, chef d'une grande organisation ouvrière, affiliée

[1] Calles et ses partisans étaient accusés de complicité dans un attentat dirigé, dans la nuit du 6 au 7 avril, contre le train de Vera-Cruz à Mexico, lequel coûta la vie à 13 personnes.

à la Fédération américaine du Travail. Luis Morones est parti, lui aussi, pour l'exil. Les faveurs de Cardenas vont à Lombardo Toledado, chef de la Confédération générale ouvrière, conquis au communisme, à la suite d'un court séjour en Russie soviétique. Au Congrès d'unification ouvrière, le 22 février 1936, un de ses collègues, Hernan Laborde, a défini ainsi le but qu'il poursuit : « L'unification ouvrière devra signifier l'écrasement de la réaction et la réalisation intégrale de l'œuvre révolutionnaire demeurée pendante jusqu'à présent, à savoir : l'abolition de la propriété, et la remise aux ouvriers de tous les moyens de production. »

Sous l'œil complaisant du chef de l'Etat, la révolution suit son cours à belle allure. Les grèves se multiplient dans les centres industriels, les revendications ouvrières se font toujours plus violentes et plus démesurées. L'*Excelsior* de Mexico en donnait un exemple frappant, à la date du 29 janvier 1936. Les ouvriers des usines St-Raphaël, la plus importante fabrique de papier de la capitale, réclamaient, entre autres, la remise de la direction technique et administrative de la Compagnie, le droit de fixer les prix de vente, la participation aux bénéfices depuis 1925 (!), le droit de prendre à discrétion le papier nécessaire pour éditer un journal et des « œuvres culturelles, » l'augmentation de 100 pour 100 des salaires, l'obligation pour l'entreprise de porter à la connaissance du syndicat tous les cas de renvoi, etc. Le 11 mars, les producteurs déposaient une plainte en règle auprès du président Cardenas ; il n'y fut répondu que par des menaces.

A ce mouvement révolutionnaire intense, ce sont d'une part les « callistes » ou révolutionnaires déjà nantis et devenus conservateurs, et d'autre part les capitalistes américains, qui ont de grosses participations dans les entreprises mexicaines, qui opposent le plus de résistance. Il se produit çà et là des manifestations anticommunistes. L'une des principales a eu pour théâtre la ville de Monterrey (Nuova Leon), le 5 février, où 60.000 personnes défilèrent en poussant des cris contre Lombardo Toledano et les autres leaders bolchévistes. Cardenas jugea bon d'intervenir. Il vint dans la cité et fit au public cette déclaration sommaire : « Il n'y a pas de communisme au Mexique. »

L'un des traits du mouvement social au Mexique est, comme en Espagne, la tendance au morcellement et au partage des grandes propriétés. Les immenses *haciendas* (domaines) sont démantelées et le gouvernement cherche à établir la petite et moyenne propriété d'une part, et d'autre part les *ejidos* ou propriétés collectives, abolies pour la plupart au temps de Porfirio Diaz.

Tout le monde accordera qu'il y avait là matière à des réformes passionnément intéressantes et extrêmement bienfaisantes. Mais les répartitions n'ont pas été faites avec justice. Les gouverneurs et caciques se sont servis les premiers et adjugé la part du lion. Parfois, les paysans ont fait irruption dans les propriétés et se sont livrés à des spoliations brutales.

Un observateur américain, M. Stuart Chase, donne une idée des résultats obtenus jusqu'ici :

« Prenons par exemple, dit-il, une *hacienda* de l'Etat de Mexico, à quatre heures de la capitale. Avant la révolution, elle était évaluée à 500.000 dollars. On y cultivait le blé, on y faisait l'élevage des bestiaux et moutons. Les *ejidos* ont absorbé ses plus belles terres, l'ancien propriétaire restant avec une maigre bande d'un sol indigent, mal irrigué. Or, dans ces belles terres, les Indiens ont déversé l'excédent d'eau provenant des barrages et les ont gravement endommagées. Aucun engrais ne saurait suppléer à l'absence de sulfate de potassium qui caractérise ce sol. Le maïs a remplacé le blé, mais des épis qui mesuraient huit pieds de haut, il y a quelques années, n'en ont plus que quatre, et les villages sont obligés d'importer le maïs nécessaire à leurs besoins. Le sol est ruiné, le propriétaire aussi ; un merveilleux réseau d'irrigation demeure sans emploi, car les Indiens s'en désintéressent. Bref, en l'occurrence, tout le monde est perdant : le pays, le paysan, l'hacendado [1]. »

Dans ce passage, on a remarqué les traits qui concernent les Indiens. On les appelle là-bas les *peones*. Ce sont d'humbles cultivateurs et ils forment l'immense majorité de la population. Mais ils gardent un fonds d'insouciance et de paresse incurables. Ils ne cultivent que dans la limite très étroite de leurs besoins. Leur éducation agricole reste à faire tout entière. Ils seront longs à évoluer.

La politique agraire de Cardenas continue celle de ses prédécesseurs. La redistribution des terres se poursuit. Pour l'année 1935, les dotations faites aux communautés paysannes ont dépassé 1500. Pendant le seul mois de décembre, 700.000 hectares ont été distribués. On notera que le système communiste appliqué à la propriété paysanne est particulièrement défectueux au point de vue rendement. Chaque *peone* se désintéresse de la plus-value possible d'une propriété qui n'est à lui que pour une part infime. Nos paysans feraient bien la même chose. On ne travaille avec cœur que pour soi et pour sa famille. La paresse de l'un des co-propriétaires engendre fatalement celle des autres, et le nivellement se fait, dans le travail, *par en bas*.

Pourtant, il ne faut pas se figurer un Mexique marchant sur les traces de la Russie soviétique, en matière d'industrialisation. Cardenas a bien dressé un plan « sexennal » où il prévoit l'expansion du machinisme dans les campagnes. Mais tout cela demeure sur le papier.

On ne saurait mieux se faire une image du pays qu'en retenant le titre d'un ouvrage sur le Mexique par le protestant Macfarland : *Chaos in Mexico*. Le pays entier est chaotique. Des influences de toute sorte y sont aux prises, prestiges de personnes, traditions de races, habitudes

[1] Stuart Chase, *Mexique*, Paris, Gallimard, 1936, p. 223.

religieuses, rivalités entre les gouverneurs d'Etats qui sont tous de véritables souverains dans leurs territoires respectifs, et parfois d'abominables tyrans, comme le fut Garrido Canabal ou encore Saturnino Osornio (Queretaro). Chacun d'eux possède à son service une armée de vrais bandits ou hommes à tout faire. Les blancs ne sont que 10 % de la population totale. Ce sont des Indiens ou des métis qui ont pris la prépondérance dans les affaires publiques. De là, une haine de tout ce qui est venu d'Europe et notamment du catholicisme. L'esprit mexicain s'apparente donc aussi bien au racisme de Hitler qu'au bolchévisme de Lénine. Sous le décor banal de la civilisation moderne, — simple vernis, — revivent les traditions féodales, les instincts païens. Ici encore, le christianisme disparaissant ou devenant de pure forme, c'est le vieux fonds qui reparaît, selon cette loi que nous avons essayé d'esquisser plus haut.

En ce qui concerne plus particulièrement les tendances du gouvernement Cardenas dans les affaires religieuses, rappelons que la loi du 31 août 1935, qui est bien due à son autorité, a prononcé la nationalisation (c'est-à-dire la spoliation) de tous les biens ecclésiastiques, de tous les édifices du culte, de tous les temples, presbytères, couvents, séminaires, etc. Ajoutez à cela que le seul fait, pour un particulier, de prêter habituellement des locaux lui appartenant, pour un culte, pour une école libre, pour un bureau d'œuvre, pour un acte quelconque de nature religieuse, suffit à faire de ces locaux une propriété ecclésiastique et à les rendre passibles de la confiscation.

Légalement, aucun culte ne peut donc échapper à la dure réglementation qui frappe là-bas l'exercice de la religion. Il n'y a toujours, dans tout le Mexique, que 197 prêtres autorisés. Il y a eu de fait des confiscations de biens ecclésiastiques par milliers. Particulièrement précaire est la situation des séminaires. Pour dépister la police, il faut constamment changer de résidence [1]. Evidemment, cette formation peut être utile pour le développement des énergies, mais elle est nuisible aux études. Les adversaires de l'Eglise au Mexique reprochent au clergé son ignorance; mais ils font tout pour l'aggraver encore. Ils visent clairement à tarir tout recrutement, à ruiner tout prestige dans le clergé. Les évêques ont protesté auprès de Cardenas, par une lettre collective du 7 octobre 1935. Ils ont invoqué les articles de la Constitution qui garantit formellement la liberté religieuse. Ils n'ont reçu pour toute réponse qu'une lettre d'injures du ministre de l'Intérieur, M. Barba Gonzalez.

Après avoir ruiné l'Eglise et la hiérarchie, Calles et ses lieutenants s'aperçurent que l'action du clergé sur la jeunesse demeurait puissante. On avait sans doute fermé bien des écoles, mais l'organisation du régime scolaire laïc restait toute théorique. Ce ne fut qu'en 1934 que Calles lança, à Guadalajara, un appel retentissant :

« La révolution n'est pas finie, dit-il. Ses éternels ennemis restent à l'affût, cherchant à ruiner son œuvre. De toute nécessité, nous devons entrer dans une phase nouvelle de la révolution, celle de la révolution psychologique. Nous devons entrer dans la conscience des enfants et des jeunes gens, nous devons en prendre possession, car l'enfance et la jeunesse doivent appartenir à la révolution... Ce serait de notre part un grave et lâche abandon de notre devoir, si nous n'arrachions pas la jeunesse aux griffes des cléricaux, aux griffes des conservateurs. Nous ne pouvons pas abandonner à des mains ennemies l'avenir du pays, l'avenir de la révolution. Avec leur fourberie habituelle, les cléricaux disent : « L'enfant, le jeune homme appartient à la famille. » C'est une doctrine égoïste. L'enfance et la jeunesse appartiennent à la collectivité, à la communauté, et c'est le devoir de la révolution de déraciner les préjugés pour façonner la nouvelle âme nationale. »

Trois mois plus tard, l'article 3 de la Constitution était amendé dans le sens annoncé : l'éducation serait désormais « socialiste, » elle devrait combattre le fanatisme, organiser l'enseignement « de façon à pouvoir créer dans la jeunesse un concept exact de l'univers et de la vie sociale. » Les conditions faites à l'enseignement libre étaient telles qu'il devait adopter l'idéologie officielle ou disparaître.

La nouvelle loi scolaire venait d'être votée quand Cardenas prit le pouvoir en décembre 1934. Dès son premier message, le nouveau chef de l'Etat promettait à l'école publique son appui total. Il a tenu parole. Il est vrai que les ministres étaient loin de s'entendre sur des expressions comme les suivantes : « école socialiste, » — « concept exact de l'univers. » Bien interprétées, ces formules peuvent recevoir un sens catholique. Calles leur donnait sûrement un sens marxiste et matérialiste. Les divers Etats ont adopté chacun le sens qui lui plaisait. Certains maîtres n'ont eu à prêter aucun serment contraire à leur foi. D'autres se sont vus mis en demeure de proclamer qu'ils étaient « athées, ennemis irréconciliables de la religion catholique, apostolique et romaine, » et de promettre de tout faire « pour la détruire en arrachant de la conscience tout culte religieux. »

En fait, le gouvernement s'est heurté à de grandes difficultés. Il a fermé beaucoup d'écoles, mais n'a pu mettre sur pied le personnel enseignant dont il avait besoin. D'autre part, les instituteurs publics eux mêmes ont parfois refusé, avec la plus grande énergie, de se soumettre à des exigences tyranniques. L'opposition de l'Univer-

[1] Les 126 séminaristes de Puebla vont, par exemple, de gîte en gîte. Ceux de Zacatecas en sont à leur quinzième dispersion. Dans un autre diocèse, l'évêque, de guerre lasse, s'est réfugié dans la montagne avec ses séminaristes. Il a aujourd'hui autour de lui 27 élèves. Trois d'entre eux font leurs humanités dans une ferme amie. Trois autres font ailleurs leur philosophie. Neuf théologiens accompagnent l'évêque dans une retraite inaccessible. Il y a aussi avec eux trois débutants en latin. Neuf autres plus jeunes forment une sorte d'école apostolique.

sité fut très vigoureuse. La grande majorité des professeurs et des étudiants repoussait avec mépris la prétention d'ériger le marxisme en dogme, dans les diverses branches du savoir. La Fédération nationale des étudiants fit campagne, très vaillamment, pour la liberté de l'enseignement supérieur. En automne 1935, Cardenas tenta de placer l'Université sous le contrôle absolu du gouvernement. La lutte atteignit alors son paroxysme. Elle s'est un peu apaisée, mais le divorce reste grand entre la tradition libérale de l'Université et l'esprit « totalitaire » du régime. Le gouvernement a finalement érigé, à Mexico, une Université ouvrière conforme à son idéal, sous la haute direction du bolchéviste Lombardo Toledado.

Du côté catholique, la résistance fut également très énergique. Elle se manifesta surtout contre le système de la coéducation des sexes. Narcisse Bassols, surnommé le « ministre de la prostitution », fut contraint de démissionner en 1934. Il y eut même des actes de violences : on fit sauter des écoles laïques, on coupa les oreilles à des maîtres socialistes, quelques-uns furent mis à mort. Les catholiques, heureusement, comprirent que de tels excès ne pouvaient que déshonorer leur belle opposition. Les écoles libres ayant été supprimées, on organisa des écoles privées. A Mexico, 25 000 enfants reçoivent ainsi actuellement une éducation religieuse. A Puebla, 35 % des enfants vont à l'école laïque ; le reste demeure sans instruction ou fréquente les groupes scolaires privés. A Guadalajara, quatorze Congrégations religieuses continuent de donner l'instruction religieuse. Pourtant, la loi analysée plus haut, du 31 août 1935, est pour les écoles clandestines une menace constante. L'offensive communiste dans l'ordre scolaire se poursuit avec le concours de toutes les forces de l'Etat. Les écoles socialistes se multiplient et leurs élèves deviennent de plus en plus nombreux.

Que conclure de tout cela ? Y a-t-il persécution proprement dite au Mexique ? La seule existence de la loi du 31 août est une réponse à cette question. Un pays où la propriété privée est menacée de confiscation, du simple fait que le propriétaire aura prêté sa maison ou ses domaines au culte, donné refuge à un prêtre, organisé une école libre ou recueilli un bureau d'œuvre, un pays où non seulement existe une telle loi, mais où elle est appliquée, un pays où seule l'école « socialiste » est légale, n'est pas, ne peut pas être un pays de liberté religieuse. Si la religion s'y maintient, c'est uniquement en marge de la loi, en vertu de l'héroïsme des fidèles et des difficultés de la répression.

En somme, la religion est devenue chose clandestine. Il y a quatorze Etats où aucun prêtre n'est autorisé. Dans la plupart des autres, un seul prêtre est autorisé par 100.000 habitants. Avant la révolution, le Mexique comptait environ 4 500 prêtres. On a dit que le nombre total des prêtres autorisés n'est plus que de 197. Tel est le chiffre retenu par les évêques mexicains dans leur lettre collective à leurs collègues d'Amérique, d'Angleterre et d'Espagne, en date du 13 février 1936. Les milliers de prêtres qui restent sont réduits à la vie des parias et des *outlaws*. Un grand nombre a trouvé refuge dans les grandes villes, où il est plus facile de se dissimuler. Ceux qui sont restés à leur poste courent le risque continuel de la prison, des amendes, des mauvais traitements. C'est la vie de l'Eglise *aux catacombes*. Que faut-il de plus pour estimer que la persécution religieuse existe toujours au Mexique ?

Au cours de 1935, le *Comité américain des droits religieux et des minorités* a délégué au Mexique trois de ses membres : un protestant, un juif et un catholique, pour enquêter sur la situation religieuse du pays. Leur rapport a été publié en septembre 1935, sous le titre : *Liberté religieuse au Mexique*. La conclusion est très nette :

« Il apparaît bien maintenant que le parti national-révolutionnaire, qui contrôle le gouvernement au Mexique, a délibérément choisi un programme dont le but est la destruction de l'Eglise romaine catholique et, avec elle, la destruction de toutes les religions. »

Tout ce que l'on peut dire, c'est que la résistance catholique a induit les dirigeants, en certains Etats, à quelques adoucissements de fait. Des églises ont pu être rouvertes, en mars et avril 1936, dans les Etats de Sinaloa et de Queretaro, à Ciudad Juarez dans l'Etat de Chihuahua. Mais ce ne sont là que des mesures locales, passagères, qui peuvent être à tout moment rapportées par l'arbitraire des gouverneurs. Un « changement de front » n'est peut être pas totalement exclu ; pour l'instant, il ne se dessine pas le moins du monde. Les lois de spoliation n'ont pas été touchées. Ce que les catholiques ont gagné est de pure forme, et la victoire ne sera remportée qu'au jour où leur liberté sera inscrite dans la législation comme dans les faits. Rien ne permet, à l'heure actuelle, d'espérer que cette éventualité soit prochaine.

Les premiers avantages, encore si incomplets et si précaires, qu'ils ont pu obtenir, « suggèrent du moins aux catholiques, conclut très justement le P. Lecler, de continuer persévéramment leur campagne pour reconquérir peu à peu leurs libertés essentielles, d'abord en fait, puis en droit. »

L'exposé qui précède aura mis au point, nous l'espérons du moins, l'idée que nous devons nous faire de la vraie situation religieuse du Mexique [1].

[1] Nous venons de recevoir une brochure : **Notes sur l'état actuel du conflit religieux au Mexique**, par le P. A. Pulido, S. J., traduites et adaptées de l'espagnol par le P. Beliot, S. J. (50 p., 3 f franç., chez le traducteur, 7, rue des Augustins, à Enghien, Belgique). On y trouvera, exposé de façon nette et vraiment impressionnante, le résumé d'un ouvrage plus considérable sur le Mexique, qui doit paraître prochainement.

D'abord un aperçu assez long sur la géographie du Mexique, sa conquête par les Espagnols et la civilisa-

Cela ne veut pas dire que la description de ce qu'il a vu au Mexique donnée par M. Cram soit fausse. Ce sont les espoirs exagérés qu'il semblait en déduire qu'il convenait de restreindre; c'est la vue d'ensemble qu'il était nécessaire de rectifier.

Comme on le voit, en de vastes parties du globe, une même puissance satanique est à l'œuvre. Le communisme exerce partout ses ravages. Mais il est le fruit naturel et inévitable de la philosophie de mensonge qui, depuis les débuts de l'ère industrielle, s'est attaquée aux sources vives du christianisme. Comme les Israélites de l'Ancien Testament, devant le débordement universel du paganisme, nous devons nous remettre à l'appel et à l'attente du Messie-Rédempteur. Il n'en sera pas donné d'autre au monde que Jésus-Christ.

En lui, ce n'est pas seulement la joie de Dieu qui nous est promise au ciel, c'est encore la vraie joie sur cette terre, dont le marxisme est en train de faire un enfer inhabitable à tout homme digne de ce nom.

L'« AMI DU CLERGÉ » ET LES LIVRES

Comptes rendus Bibliographiques

Dr Henri Bon. — Précis de Médecine Catholique. — In-8 de xii-768 p., 40 f. — Paris, Félix Alcan.

Cet ouvrage n'est pas un simple traité de Déontologie médicale. La Déontologie y trouve sa place ; mais le cadre est beaucoup plus vaste. La « Médecine catholique », en effet, est toute la médecine, envisagée dans ses rapports avec le dogme, la morale et la législation de l'Eglise. Ces rapports sont inévitables ; vouloir faire de la médecine sans s'occuper de métaphysique et de religion, est aussi impossible que faire de la chimie sans se préoccuper de la physique. Après un rapide aperçu historique sur le rapport de *la médecine* et des différentes *religions* au cours des siècles (ch. i-iii), le Dr Bon rappelle *la collaboration nécessaire du médecin avec les autorités ecclésiastiques* (ch. iv-vii) pour les expertises dans les procès de canonisation, les constatations de miracles, le jugement à porter sur l'aptitude au sacerdoce, les examens médicaux dans certaines causes matrimoniales (non-consommation ou impuissance). — Le chap. viii est consacré à *l'étude médicale de la vie et de la Passion de Notre-Seigneur* et montre comment les expériences anatomiques confirment les récits de l'Evangile. — Les *questions anatomiques* sont un point de départ pour l'apologétique chrétienne (ch. ix) ; l'œuvre si délicate du corps humain fait entrevoir la puissance et la bonté du Créateur. Mais l'étude de l'anatomie humaine est également utile pour mieux comprendre et résoudre moins légèrement le délicat problème de l'origine historique du corps humain. — La *physiologie* (ch. x-xiii) conduit le médecin à préciser les relations de l'âme et du corps dans la vie physique, dans la vie spirituelle et dans la vie mystique. Les fonctions de reproduction sont le cadre où se débattent toutes les questions, si importantes au point de vue religieux et social, de la virginité et de la continence, de la débauche et de la prostitution, de l'eugénisme, du nudisme, de l'éducation génitale et sexuelle. Enfin le problème de la mort suscite les questions si pratiques de la mort réelle et de la mort simplement apparente, mieux dénommée « mort relative », des phénomènes psychologiques et spirituels de la mort (lucidité fréquente de l'âme à ce moment et, par conséquent, possibilité, facilité d'une grâce de conversion *in extremis)*, du rôle du médecin auprès des mourants (préparation à la mort, prolongation de la vie, emploi des calmants). — Cinq chapitres (xiv-xviii) étudient les *prodiges biologiques :* jeûne absolu, stigmatisation, incombustibilité, lévitation, luminosité, osmogénèse, incorruptibilité des corps, apparitions, télesthésie, prophéties, possession, spiritisme, sorcellerie, métapsychique. Les prodiges de sang, phénomènes de stigmatisation, de cruentation sur les cadavres, sur les objets matériels, ossements ou hosties, de liquéfaction (sang de S. Janvier), retiendront ici l'attention du lecteur. — La *pathologie* (ch. xix-xxi) devra s'intéresser au facteur religieux dans les maladies, et au rôle possible du surnaturel dans les guérisons : par conséquent, elle est grandement utile pour donner son diagnostic sur tous les troubles nerveux et mentaux à caractère religieux, névroses et délires de croyance, de doute, d'athéisme, de contraste et para-religieux. — La *thérapeutique* (ch. xxii-xxv) soulève les problèmes de la souffrance et de l'euthanasie ; mais elle envisage également le rôle de la religion dans les différentes sortes de psychothérapie ; elle ne peut méconnaître celui de l'hypnotisme et de la psychanalyse, et la religion a aussi son mot à dire à cet égard. Quant à la thérapeutique dans les fonctions de reproduction ou encore en matière obstétricale et gynécologique, il est trop clair que les règles de la morale imposent ici au médecin catholique des devoirs spéciaux. — Toute une série de *questions diverses* sont exposées aux ch. xxvi-xxxi : l'abstinence et le jeûne, la médecine militaire en temps de paix et en temps de guerre, l'exercice de la médecine par les prêtres ou les religieux, la déontologie, l'expérimentation en médecine, la chirurgie esthétique, le duel, le suicide, la crémation. — Vient ensuite (ch. xxxii-xxxvi) le *rôle du médecin à l'égard des sacrements :* souvent, en effet, il aura à intervenir pour conférer lui-même le baptême en des cas difficiles et douteux ; il devra donner son avis pour la communion des infirmes et le jeûne des prêtres ; il sera consulté sur les cas physiques d'irrégularité chez les candidats au sacerdoce ; les futurs époux s'en rapporteront à son jugement quant à leur aptitude au mariage ; il lui faudra renseigner soit le malade soit la famille sur l'opportunité dc recevoir l'extrême-onction. — Enfin la dernière partie (ch. xxxvii-xl) expose successivement l'état actuel des *institutions médico-re igieus s* (ensei-

tion chrétienne florissante qu'ils y avaient établie. L'auteur montre ensuite l'action diplomatique des Yankees tendant sans cesse à établir et à maintenir dans le Mexique un état endémique de troubles et de révolutions, et allant jusqu'à soutenir presque ouvertement les persécutions religieuses.

La triste histoire de ces persécutions est alors retracée, où viennent s'inscrire l'héroïsme des Christeros, l'émouvant martyre du P. Pro et de centaines de jeunes gens; l'auteur insiste tout particulièrement sur la ténacité diabolique des gouvernants à organiser partout l'école bolchévique.

Il termine en brossant le portrait du prestigieux évêque de Sonora, Mgr Navarrete, le prélat le plus pauvre du monde, qui, après avoir vendu son anneau et sa croix pastorale pour soutenir son séminaire, travaillant de ses mains comme un forçat, vit encore avec ses séminaristes caché dans des grottes de montagnes.

Une grande carte du Mexique permet de localiser facilement tous les faits racontés.

Cette brochure vise également à servir de commentaire à quatre films publiés par la *Cinescopie*, 29, rue aux Laines, Bruxelles (4 films de 50 vues, format standard, chacun 20 f. belges, 11 f. français, du moins avant la dévaluation). Disposé en rapport avec l'ouvrage, l'ordre des vues correspond exactement au plan du livre. D'autre part le texte de celui-ci porte, marqué entre parenthèses, le n° correspondant des vues.

gnement médical catholique, associations médicales catholiques, œuvres médicales catholiques) et trace le portrait du *médecin catholique*.

Chaque chapitre est complété par une bibliographie qui, devant être pleinement documentaire, contient l'indication d'ouvrages non-catholiques à côté des ouvrages catholiques. Elle devra donc être consultée avec prudence, et les assertions des auteurs doivent toujours être confrontées avec la doctrine et les directives de l'Eglise.

L'ouvrage du Dr Bon sera d'une grande utilité et d'une influence salutaire dans le monde médical. Sans prétendre faire de l'apologétique, l'auteur montre que, sur tous les problèmes qu'il aborde, il ne saurait y avoir de cloison étanche entre la science et la foi. Sa probité démontre, au contraire, le parfait accord des deux points de vue.

Essais de Thomisme vivant. — Etudes philosophiques, historiques, théologiques et sociales. *(Première Série)*. — Première étude : **Le Régime électif**. — Deuxième étude : **La meilleure forme de gouvernement** (I) et (II), par le R. P. JENATTON. — Trois brochures de 84, 102 et 138 p., 4 f., 5 f., et 7 f. — Marseille, Editions Publiroc.

I. — Il est assez difficile de donner un aperçu objectif du *Régime électif*. D'une part, en effet, l'auteur expose ses idées sur ce régime d'après des principes qu'il s'efforce de rattacher à S. Thomas ; d'autre part, quittant brusquement la sphère sereine de la philosophie et du droit naturel, il s'échappe parfois en digressions mordantes qui ressemblent assez à des polémiques de presse. A quoi bon invoquer le patronage de S. Thomas pour dire à « M. le Duc de Guise » qu'il ne peut prétendre être « candidat légitime » au trône de France, vu qu'actuellement le régime électif, le seul qui soit conforme au droit naturel, a exclu l'hérédité et choisi la République ?

Laissons ces défauts de forme et venons au fond de la thèse : « Le monde néo-thomiste, en général, déclare le R. P., n'a jamais abordé franchement ce problème du régime électif. » C'est vite dit. Sans parler de Taparelli, *Origine du pouvoir et Essai théorique de Droit naturel* (trad. fr.), nous pouvons renvoyer le P. Jenatton à Cathrein, *Philosophia moralis* (t. II, c. 3, thèses 79 à 81). Et même, si nous ne savions que le volume est introuvable aujourd'hui, nous nous serions demandé sérieusement si notre auteur n'avait pas purement et simplement démarqué, en exagérant toutefois certaines tendances, la thèse de Mgr Quilliet, mort évêque de Lille, *De civilis potestatis origine theoria catholica* (Lille, 1893). Le P. Jenatton combat les « thomistes d'Action Française » (p. 73). Or la thèse qu'il entend réfuter est bien, à peu de chose près, celle de Taparelli et de Cathrein. Et Mgr Quilliet, avec une allure moins combative, s'efforçait de réfuter le comte de Vareilles-Sommières. Ces simples rapprochements montrent que l'Action Française comme telle n'a rien à voir là-dedans. Il y a simplement, du côté de l'attaque, une mauvaise information et un préjugé tendancieux. Serait-ce le cardinal Billot qu'on aurait voulu atteindre, en raison de la magnifique dissertation insérée dans son *De Ecclesia* (t. I, q. 12) : *De originibus et formis politici principatus ?* Nous voulons ne pas le penser.

Disons immédiatement, pour qu'on ne se méprenne pas sur le sens de ces remarques préliminaires, que la plupart des idées émises par l'auteur sont acceptables, bien qu'on les puisse discuter, et qu'elles gagneraient beaucoup, en définitive, à être moins absolues et plus nuancées. Il y a trois points cependant sur lesquels nous attirons son attention :

Tout d'abord, la conception d'une communauté humaine, *cause ministérielle* par laquelle serait communiquée l'autorité au sujet choisi pour gouverner, nous semble difficilement admissible. Comment se traduit, pratiquement, le choix de la communauté ? Le R. P. nous répondra : par l'élection (c'est là sa thèse fondamentale). Or, l'élection n'est pas à sens unique. Les uns sont pour, les autres contre. La résultante n'est pas toujours, et du premier coup surtout, selon l'ordre et le droit. Comment envisager que Dieu agisse par ces multiples instruments que seraient les électeurs, en sens divers, souvent contradictoires et parfois même avec une résultante en opposition avec l'intérêt véritable de la société ? L'élection du gouvernement de Front populaire actuel réalisée par Dieu, en passant par l'instrument des électeurs, allons donc !

Ensuite, nous réprouvons une demi-concession faite à la théorie de Rousseau : « Le sujet du pouvoir... est choisi par la société en vue d'une fin qui est le bien commun. De là naît *un véritable contrat entre la société et le sujet détenteur du pouvoir* » (p. 32). — Cette conception nous semble difficilement conciliable avec ce qu'écrit Pie X dans *Notre charge apostolique :* [On commet une erreur], dit le pape, « si l'on place primordialement l'autorité dans le peuple, de qui elle dérive ensuite aux gouvernants, de telle façon cependant qu'elle continue à résider en lui, *et ne devienne pas distincte et indépendante de lui*. » Car, s'il y a contrat, le peuple contractant garde donc encore quelque chose de son autorité ! Il aurait fallu, tout au moins, préciser les conditions dans lesquelles, non pas au nom du contrat, mais bien en raison du bien général en péril, la société peut « changer de gouvernement. »

Enfin, et c'est ici le point le plus sérieux. L'élection, « l'acte électoral, de quelque façon qu'il s'exerce, n'est point le résultat d'une invention purement humaine. Choisir les chefs est une charge qui, *de par le droit naturel*, incombe à la société elle-même, c'est-à-dire aux membres de la société » (p. 36). — On nous permettra de transcrire ici une belle page de Billot :

« Il est constant que la loi fondamentale instituant la forme et le mode du gouvernement et investissant le prince de l'autorité même qui le rend personne publique, ne peut avoir pour origine le prince lui-même. C'est donc, en définitive, à la seule communauté qu'appartient le pouvoir que les modernes appellent « constituant » et duquel découle prochainement dans la personne du prince le droit de gouvernement.

« Mais notez avec soin qu'il n'est pas nécessaire que ce pouvoir passe à l'acte par voie formelle de suffrage, surtout s'il s'agit de suffrage par supputation arithmétique.

« A moins de vouloir feindre un monde imaginaire, nous devons constater que les constitutions politiques, surtout les plus assises et les plus stables, sont la plupart du temps réductibles à cette forme de loi qu'on appelle *la coutume*, dans laquelle la volonté raisonnable qui fait le droit s'exprime précisément par l'usage et par la pratique. C'est très rarement, en effet, qu'il arrive qu'un peuple se choisisse par un accord commun *(de condicto)* un mode de régime : le plus souvent, ce sont les faits eux-mêmes, en dépendance des circonstances variées à l'infini, qui préparent et introduisent les gouvernements, auxquels ensuite l'adhésion habituelle du peuple confère l'existence juridique. Peu importent d'ailleurs les commencements, savoir, s'il y a eu une injuste violence ou une évolution régulière pour installer la première occupation politique ; en toute hypothèse, cette occupation ne devient institution légitime que par le consentement de la communauté, consentement qui est toujours de même nature et qui possède toujours la même efficacité. Et il ne faut faire aucune exception, pas même, semble-t-il, pour le droit de la guerre. Il n'apparaît pas, en effet, que d'une guerre même juste puisse être acquis un domaine politique ; car le domaine politique, quel qu'il soit, n'est conçu qu'en vue du bien com-

mun et non du bien particulier et de l'avantage du vainqueur. Aussi, en dernière analyse, le droit de la guerre n'a d'autre effet direct que de faire perdre à la nation vaincue son autonomie et à la rendre partie d'une autre nation. Et dès l'instant où le vaincu fait partie d'un nouveau tout, il suit la condition propre à la partie et se trouve entraîné par là dans l'orbite du gouvernement préexistant de ce tout.

« Toutes ces observations générales n'ont d'autre but que d'empêcher notre doctrine de paraître s'inscrire en contradiction avec les origines historiques de la plupart des sociétés civiles (et c'est là, en effet, la grande objection formulée par les adversaires, mais en vain). Notre position serait en contradiction avec l'histoire, *si elle plaçait à la tête de toutes les constitutions un suffrage formel, exprimé par la multitude.* Mais non. Bien au contraire, elle ne considère pas même ce mode [d'élection] comme le meilleur de tous et le plus conforme à la raison, surtout si on l'entend au sens moderne du suffrage universel. Car il ne faut pas se dissimuler que ce mode [de suffrage] comporte en soi quelque chose d'absurde, en ce qu'il considère tous les suffrages comme égaux selon la distinction numérique des personnes, alors que la valeur du suffrage devrait être estimée beaucoup plus d'après le degré social que la nature des choses elle-même assigne à chacun dans la communauté et que, généralement parlant, là où il s'agit d'estimer à sa juste valeur la volonté raisonnable de la multitude, *il convient de considérer la partie non pas la plus nombreuse, mais la meilleure et la plus saine...* La légitimité du gouvernement dépend moins du fait originel qui l'a introduit *que de l'usage qui a suivi et de la tacite adhésion de la communauté.* » *(Op. cit.*, p. 499-501).

« De ce que le consentement de la communauté est affirmé comme le principe prochain de l'investiture accordée aux gouvernants, il ne s'ensuit pas légitimement que la multitude peut, à son gré, déposer un gouvernement et lui en substituer ensuite un autre. Il ne s'agit pas, en effet, [du côté de la multitude] d'une simple volonté, sans rapport avec une loi supérieure. Il faut une volonté qui remplisse les conditions nécessaires à toute loi digne de ce nom. La volonté pure et simple ne pourrait jamais être productrice d'une loi véritable : *Si elle ne s'attache pas à l'ordre de la raison, elle n'a et ne peut avoir aucune efficacité.* » *(Ibid.*, p. 509).

Que le P. Jenatton veuille bien réfléchir à toutes ces considérations. Il verra que si le principe général de l'intervention (ne disons pas l'élection) de la multitude est indispensable à la collation légitime du pouvoir au sujet qui en est le détenteur, il ne s'ensuit pas que l'*élection*, surtout par le suffrage et par le suffrage universel, soit de droit naturel.

II. — Le deuxième fascicule, mais surtout le troisième semblent adoucir beaucoup les formules du premier. Et quand on lit le schéma qui termine la deuxième étude sur la meilleure forme de pouvoir, on est bien près de se dire d'accord avec l'auteur. Celui-ci ne veut ni de la forme purement démocratique, ni de la forme exclusivement monarchique, mais il préconise ce *régime mixte*, qui répond bien, croyons-nous, à la pensée de S. Thomas, mais qu'on aurait peut-être tort d'appeler *aristocratie*. L'aristocratie de S. Thomas se greffe sur un tronc unique d'autorité monarchique. — Cet accord fondamental une fois affirmé, disons immédiatement que toutes les considérations émises par l'auteur, surtout dans le fascicule II de la série, sont hors de propos. Les élections qui constituent, en démocratie, la manifestation de la volonté populaire ne sont, au point de vue du droit, qu'UNE DES multiples manifestations possibles de cette volonté. Et quand la volonté de la majorité s'est prononcée en un sens, il ne s'ensuit pas encore que le fait crée le droit. N'oublions pas que la volonté pure et simple de la majorité n'est rien, ne peut rien, ne légitime rien, si elle ne s'exerce pas réellement dans le sens de l'intérêt commun de la société.

Nous engageons nos lecteurs que la question de l'origine du pouvoir civil pourrait intéresser à se reporter au substantiel article du P. Yves de la Brière dans le *Dictionnaire apologétique de la Foi catholique*, t. IV, col. 81-94.

Un mot en terminant. Dans son désir de « faire l'accord des bons Français à propos des principes de 1789 », l'auteur s'inscrit en faux contre ceux qui ont « prétendu que la Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen aurait été condamnée par l'Eglise » (p. 56). — Sans doute Denzinger ne mentionne pas la condamnation, mais elle existe. Elle fut portée par Pie VI, dans la *Lettre apostolique* du 10 mars 1791 au cardinal de La Rochefoucauld, archevêque d'Aix :

« L'Assemblée nationale, écrit le Souverain Pontife, n'a en vue et ne poursuit d'autre but que d'anéantir la religion catholique, et, avec elle, l'obéissance due aux rois. C'est dans ce dessein qu'on établit, comme *un droit de l'homme en société*, la liberté absolue, le droit de n'être point inquiété pour ses opinions religieuses, le pouvoir de penser, de dire, d'écrire et même de faire imprimer arbitrairement en matière de religion tout ce qui plaît : droit monstrueux, que l'Assemblée déclare être pourtant une conséquence de l'égalité et de la liberté naturelles qu'elle attribue à tous les hommes. »

Et Pie VI continue en montrant que ces principes sont également condamnés par la raison et par l'Eglise, et il conclut :

« Cette égalité, cette liberté, si exaltées par l'Assemblée nationale, n'aboutissent donc, nous l'avons déjà prouvé, qu'à renverser la religion catholique ; et voilà pourquoi elle a refusé de la déclarer *dominante* dans le royaume, quoique ce titre lui ait toujours appartenu. » *(Dict. pratique des connaissances religieuses*, t. II, col. 722). — Ce qui ne veut pas dire que la *Déclaration des Droits* ne renferme pas de bonnes choses : voir *Ami* 1928, p. 676. Mais, en quoi que ce soit, *ne quid nimis.*

La vie d'une grande chrétienne dans le monde. La **Baronne de Barante**, *née Césarine d'Houdetot (1794-1877)*, par une de ses arrière-petites-filles. Préface du cardinal Baudrillart. — In-8 de 308 p., 15 f. — Paris, Spes.

L'auteur a voulu écrire ce livre pour les siens. En réalité, il convient aussi — nous dirions : *surtout* — à toutes les femmes qui, sans vocation particulière, appelées à vivre dans le monde ou y vivant déjà, veulent s'y comporter en vraies chrétiennes.

Quelle vie « mondaine » est la vie de Césarine d'Houdetot ! Nièce et fille adoptive de Mme de La Briche, dont le salon est, au début du XIXe siècle, un des plus courus, elle doit participer, avant et après son mariage, à ce grand train de vie, à ces réceptions, à ces fêtes. Préfète à 17 ans, elle vit son mari devenir Secrétaire général du ministère de l'Intérieur, puis Directeur général des Droits réunis, pair de France en 1818, académicien en 1828, ambassadeur à Turin, puis à Saint-Pétersbourg ; elle fut mère de six enfants, plus tard aïeule de nombreux petits-enfants ; au total, l'une des femmes les plus en vue, les plus absorbées de son époque, elle offre cependant le rare et édifiant contraste d'une vie intérieure qui grandit et pousse ses cimes au travers et au-dessus de tout ce qui constitue pour le commun des mortels obstacle et écrasement.

Voilà l'exemple qu'apporte ce livre bienfaisant. Dans un monde sans cesse en mouvement, au milieu des occupations les plus absorbantes, Mme de Barante est parvenue à la vie de piété et de recueillement intérieur, sans manquer à ses obligations mondaines, seule la plus grande partie de sa vie, sans directeur pour l'entraîner, la contraindre au besoin. De ses devoirs